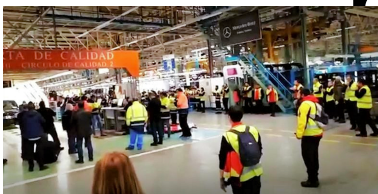


<https://www.pressegauche.org/Etat-espagnol-Les-aines-sont-laises-seuls-face-a-la-mort-Tout-le-pouvoir-aux-balcons>



Etat espagnol : « Les aînés sont laissés seuls face à la mort : Tout le pouvoir aux balcons ! »



- International - Europe -
Date de mise en ligne : mardi 21 avril 2020

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

La crise COVID-19 dans l'État espagnol a attiré l'attention internationale le 6 mars, lorsqu'à Haro, une petite ville de la région viticole de La Rioja, l'origine de 60 cas a été retracée jusqu'à des funérailles dans la capitale basque voisine, Vitoria-Gasteiz. Un peu plus de deux semaines plus tard, le principal hôpital de Gasteiz, Txagorritxu, est au bord de l'effondrement et nous en sommes à notre deuxième semaine de confinement total.

Publié le 9 avril 2020 | tiré d'Alternative socialiste
Socialismo Revolucionario (ISA dans l'État espagnol)
Ce rapport a été initialement publié en espagnol le 25 mars.

Le samedi 21 mars, Pedro Sanchez, le président espagnol, a annoncé une prolongation de 15 jours de l'état d'urgence initial, prolongeant le confinement jusqu'en avril. Sanchez a déclaré : « Le pire est encore à venir... ». Pour les travailleurs de la santé et la population en général, cela est difficile à imaginer, étant donné ce qu'ils ont déjà vécu.

En 24 heures entre le 21 et le 22 mars, 400 personnes sont mortes du virus Covid-19 dans l'État espagnol.

Au moment où nous écrivons ces lignes, près de 3 500 professionnels de la santé ont été infectés, ce qui représente 12 % du total des 28 572 cas confirmés. C'est un signe inquiétant, lié à l'absence de fourniture de vêtements de protection, de masques et de matériel de sécurité pour le personnel. Des photos ont circulé sur les médias sociaux de membres du personnel improvisant des tabliers à l'aide de sacs en plastique.

« Je n'ai jamais rien vécu de tel. L'unité de soins intensifs est un travail très intensif, mais maintenant nous sommes débordés, vous ne pouvez même pas sortir pour faire pipi », déclare un médecin cité dans El Pais, à l'hôpital de Getafe dans la région de Madrid, qui a été le plus durement touché par l'épidémie de coronavirus. Les unités de soins intensifs se sont remplies de patients gravement malades, certains sous sédatifs, d'autres en incubation. Tous sont branchés à divers tubes. Ils sont seuls, dans certains cas jusqu'à leur mort. Ils ont tous le même diagnostic : Covid-19, la maladie causée par le virus du SRAS-CoV-2.

Il y a une avalanche irrésistible de patients dans tout l'État espagnol, bien que jusqu'à présent, 60% de tous les décès dus au coronavirus se soient produits à Madrid. Le service de santé espagnol est administré par chaque région autonome, ce qui signifie qu'il existe des différences marquées dans l'état réel du service. Madrid, en particulier, a subi des coupes sombres et des privatisations pendant le règne néolibéral du parti de droite PP.

Les travailleurs de la santé se sont plaints qu'en raison de la privatisation et de la sous-traitance à Madrid, ils reçoivent régulièrement des draps et des blouses « tachés de merde, de pisse et de sang » des blanchisseries des hôpitaux.

En général, les patients atteints du virus mettent beaucoup de temps à se rétablir et restent en moyenne deux à trois semaines à l'hôpital, ce qui met à rude épreuve un service de santé déjà surchargé. La réalité actuelle montre à des millions de personnes que le service de santé n'est pas préparé à une urgence catastrophique de cette ampleur et cela est directement dû aux coupes budgétaires.

Les patients présentent la même pathologie : une pneumonie grave qui nécessite une intubation d'urgence et le branchement d'un ventilateur, ce qui exige un personnel suffisant, et bien sûr des ventilateurs, qui font défaut.

« Ils ne font pas les tests qu'ils devraient faire. Ils font face à des personnes malades avec une charge virale très élevée. Ils sont très préoccupés par le manque d'équipement de protection », déclare Guadalupe Fontán, de l'Association des Infirmières Espagnoles. Le manque de tests est encore une fois dû au manque de ressources.

La situation est pénible pour le personnel. Les membres de la famille ne sont pas autorisés à accompagner les proches malades. Ils reçoivent des messages audio de la part du personnel qui souffre alors de l'angoisse de voir une personne mourir complètement seule pendant son travail.

Txagorritxu a été le premier site de propagation du virus dans la province d'Álava. Une chaîne d'infections parmi les travailleurs de la santé a aggravé la situation, jusqu'à ce que beaucoup d'entre eux soient contraints de se mettre en quarantaine. Le manque de professionnels de la santé est pallié grâce à la solidarité et aux efforts considérables du personnel qui lutte actuellement contre le virus, même s'ils se plaignent d'un manque de matériel de protection et de ressources.

Les chiffres augmentent toutes les 24 heures, mais le dimanche 22 mars, 111 cas supplémentaires ont été enregistrés à Gasteiz et dans le département d'Alava, soit 72 de plus que la veille. La moitié des patients de Covid-19 du Pays Basque sont traités à l'hôpital de Txagorritxu, avec au total, 326 personnes hospitalisées, 60 décédées et plus de 900 infectées, dont 31 en soins intensifs.

Sur les 470 lits de Txagorritxu, environ 270 sont occupés par des patients atteints de coronavirus.

Dans le tunnel qui mène au bâtiment, les ambulances qui amènent les patients aux urgences passent parfois devant les voitures funéraires qui emportent les corps.

Les ambulances qui amènent les patients aux urgences passent parfois devant les voitures funéraires qui emportent les corps dans le tunnel qui mène au bâtiment.

Une crise aggravée par les coupes budgétaires et la loi du profit

La question de savoir pourquoi le virus COVID-19 se propage si rapidement en Espagne doit être abordée. Le vieillissement de la population est évidemment un facteur majeur, mais il aurait pu être atténué par un service de santé avec suffisamment de fonds et de personnel. La façon impitoyable dont les personnes âgées ont été laissées pour mortes dans les maisons de soins est une conséquence de la privatisation et du système de profit.

C'était un désastre prêt à éclater et la faute en incombe aux politiciens profiteurs et aux vampires capitalistes qui ont bu les services de santé et de soins jusqu'à la dernière goutte.

En 2018, 270.000 patients ont été diagnostiqués d'un cancer en Espagne, ce qui est un traumatisme pour les personnes, mais une source de profit pour les entreprises pharmaceutiques. Depuis 100 ans, les médicaments et les traitements contre le cancer excessivement chers représentent leur plus gros pactole. Un système de santé véritablement socialisé fonctionnerait avec une industrie pharmaceutique nationalisée qui serait au service de la population et n'existerait pas uniquement pour le profit. Il favoriserait également la prévention et une vie saine et intégrerait les soins médicaux aux personnes âgées dans le service au lieu de les considérer comme une simple source de profit.

On en parle peu, mais de nombreux travailleurs de la santé souffrent et même décèdent de maladies dues aux risques professionnels. Rien qu'en Euskadi (la région autonome basque), au cours des dix dernières années, 578 travailleurs de la santé sont morts dans le cadre de leur travail et à cause de celui-ci. Si grave que soit la crise COVID-19, il faudrait encore vingt ans pour que le même nombre de travailleurs de la santé meurent à cause du virus.

Le point fondamental étant que la crise sociale et médicale que nous vivons actuellement n'est pas due au seul COVID-19 mais est le symptôme d'un service de santé sous-financé et négligé.

Des personnes âgées laissées à la mort dans les maisons de repos

« S'il est infecté, personne ne fera rien pour l'aider », commente une fille angoissée au sujet de son père qui est isolé dans une maison de soins de Madrid.

Il y a 425 maisons de repos à Madrid et on y laisse littéralement mourir les personnes âgées.

El Pais a signalé que les ambulances ne viennent pas dans les maisons de repos : « Les services d'urgence m'ont dit qu'ils ne pouvaient pas nous aider », raconte un proche.

Les parents et les grands-parents sont laissés pour compte parce qu'ils sont considérés comme des causes perdues, ayant des antécédents médicaux ou un âge avancé. Un travailleur a expliqué qu'il cherchait quelqu'un pour aider un homme de 91 ans qui avait du mal à respirer depuis quelques jours. Finalement, un médecin lui a rendu visite et a dit qu'il s'agissait d'un cas « possible de Covid-19 » mais qu'il n'avait pas de kit pour confirmer le diagnostic.

« Nous avons appelé le 112 [pour les services d'urgence] sept fois et rien. Après avoir attendu deux heures, ils m'ont dit sur un ton inamical qu'ils ne pouvaient pas nous aider », a déclaré un travailleur social anonyme.

De nombreux soignants ont continué à travailler sans gants ni masque. Le syndicat CSIT a annoncé qu'il allait déposer une plainte auprès de l'inspection du travail contre les directeurs des maisons de repos qui ne fournissaient pas au personnel les équipements de protection nécessaires pour éviter l'infection par le virus.

Certains travailleurs ont raconté qu'ils avaient utilisé des gants de cuisine dans les maisons de repos, tandis que d'autres ont dit qu'ils partageaient le peu d'équipement de protection dont ils disposaient entre eux.

Dans un établissement, il y avait 10 corps au sous-sol qui attendaient d'être ramassés par le funérarium, selon plusieurs témoins oculaires.

Les autorités ont peu fait pour protéger les personnes âgées dans les maisons de repos, qui ne sont pas protégées avec toutes les ressources disponibles. Le virus est en train de tuer une génération. Et le pire, ce n'est pas que des êtres chers meurent, c'est la façon dont ils meurent. De nombreuses personnes âgées quittent cette vie dans la solitude et cela ne sera ni oublié ni pardonné.

La question des soins aux pensionnés et aux citoyens âgés est un sujet absolument brûlant et scandaleux en Espagne. Tout le secteur est un racket qui rapporte de l'argent et est truffé de corruption, de normes médiocres et de conditions terribles pour les travailleurs, pour la plupart immigrés. Je vis au-dessus d'une maison de retraite et je sais que les résidents paient plus de 2 000 euros par mois. La plupart sont obligés de réhypothéquer ou de vendre leur maison pour pouvoir se payer des soins.

Dans une maison de soins privée de Tomelloso, en Castille-La Manche, 15 résidents sont morts la semaine dernière. Le centre était géré par une personne non qualifiée et un conseiller du PP qui avait assuré aux familles que tout allait bien lorsqu'ils ont fait part de leurs inquiétudes. Le centre ne s'était même pas donné la peine d'avoir un médecin dans son personnel malgré les bénéfices que l'entreprise réalisait.

Le virus COVID-19 a exposé un système de soins pourri et les familles sont en droit d'exiger des enquêtes et des poursuites contre les coupables, mais nous devons aller plus loin. Le mouvement ouvrier doit exiger et faire campagne pour que toutes les maisons de soins privées soient placées sous le contrôle des autorités locales et de l'État. Nous avons besoin d'un système de soins aux personnes âgées qui s'occupe réellement des citoyens âgés et

ne les traite pas comme une source de profits rapides pour les entreprises. Les personnes âgées ne sont pas sacrificables !

Une conscience qui évolue rapidement

Au début de la crise à Gasteiz, il y a eu une table ronde à la radio avec des directeurs d'hôpitaux, un représentant du gouvernement basque, et un médecin et une infirmière syndiqués. Au cours de la discussion, le présentateur a tenté d'orienter le programme vers le terrain sûr des « héros de la santé, tous ensemble... » La jeune infirmière et membre du syndicat basque militant, ELA, a insisté pour avoir son mot à dire sur les coupes dans les services de santé. Elle a accusé la direction de l'hôpital et le gouvernement basque d'avoir appliqué dix années de coupes budgétaires. "Vous n'avez jamais écouté quand nous avons manifesté et fait grève. Cette crise est bien pire à cause de vous ». Le représentant du gouvernement n'avait rien à dire.

Il y a des vidéos virales de médecins et d'infirmières qui font leur ronde en condamnant les coupes dans les services de santé à Madrid. Dans l'une des principales émissions matinales, un médecin a été interrompu dans une interview en direct par Ana Rosa Quintana (animatrice de télévision), lorsqu'il a condamné le PP pour « dix ans de coupes et de privatisations, qui ont ruiné le service de santé de Madrid ».

Le gouvernement et la classe dirigeante espagnole, par le biais de leur presse, tentent désespérément de faire passer l'idée de la nation espagnole « toute ensemble dans la crise », mais dans une situation qui évolue rapidement, la conscience change à vue d'oeil.

Les professionnels de la santé disent clairement qu'il est plus difficile de lutter contre le virus car, de fait, les investissements dans les services de santé ont cessé au début de la dernière récession économique, il y a dix ans. Les conditions et les salaires sont moindres, le moral est plus bas, il y a moins de lits et des listes d'attente plus longues avec une population plus nombreuse et plus âgée.

Lorsque M. Sanchez a décrété l'état d'urgence pour la première fois, il a tenu à dire que les banques resteraient ouvertes, ce qui a provoqué un débat en ligne dans des millions de foyers sur ce qui constituait une industrie essentielle. Le capitalisme espagnol voulait s'assurer que la production se poursuive. Cependant, la classe ouvrière organisée ne l'entendait pas de cette oreille. À Vitoria-Gasteiz, les travailleurs de l'usine automobile Mercedes, forte de 5 000 personnes, ont mené une action collective pour arrêter la production.

Le comité syndical a fait savoir à la direction que les ouvriers avaient des conditions de travail dangereuses, par exemple en travaillant trop près les uns des autres sans qu'aucune consigne de sécurité réelle ne soit donnée. La direction a déclaré que le siège social de Mercedes en Allemagne avait déclaré qu'il fallait continuer à produire des camionnettes. Le comité a contacté le bureau de l'inspection du travail qui n'a pas répondu et a donc appelé la police. Les travailleurs ont alors débrayé de la chaîne de montage et la production s'est arrêtée.

Le lendemain, Michelin, qui emploie 3 000 autres travailleurs dans la ville, a également arrêté la production. Mercedes a demandé une ERTE, qui est une fermeture temporaire avec quelques garanties et une rémunération pour les ouvriers. D'autres entreprises plus petites travaillent encore, ce qui est une cause de conflit. Les événements à Mercedes ont montré que c'est la puissance des travailleurs organisés qui a fermé la plus grande usine du Pays basque. Les patrons voulaient continuer à faire des bénéfices, mais les travailleurs ont décidé de ce qui était le mieux pour la société dans son ensemble.

Tout le pouvoir aux balcons ! (Pour l'instant)

Dans de nombreux pays latins, la « cacerolada » est une manifestation traditionnelle au cours de laquelle les gens tapent sur des casseroles depuis leur balcon pour protester. Depuis le premier jour de la fermeture, les gens ont

organisé des « caceroladas » en solidarité avec les travailleurs de la santé et elles deviennent de plus en plus politiques.

Le 15 mars, le nouveau roi d'Espagne a annoncé en direct à la télévision qu'il « divorçait » de son père, l'ancien roi Juan Carlos, après avoir appris qu'il avait reçu 100 millions de dollars du régime saoudien théocratique et corrompu. Des millions de personnes sont sorties sur leur balcon pour demander à Juan Carlos de donner l'argent à la lutte contre le virus COVID-19.

Un sondage d'opinion publié dans le journal La Vanguardia a posé cette question : Le virus COVID-19 prouve-t-il qu'il vaut mieux investir davantage dans la santé publique et la recherche ? Un exceptionnel 97,75 % des personnes interrogées a répondu par l'affirmative !

Pendant cette crise, de larges couches de la population et de la classe ouvrière se tournent vers les travailleurs de la santé. L'expérience collective concentrée de ces dernières semaines ne sera pas facilement oubliée. Les travailleurs savent instinctivement qui donne l'exemple, qui se sacrifie pour le bien commun et à qui incombe la faute du manque d'équipements et de matériel. La Vanguardia a également rapporté que 81,65 % de la population pense que tout n'est pas fait pour lutter contre le virus.

Le sentiment de solidarité et le désir de coopérer dans la lutte contre le virus sont largement répandus, mais l'État espagnol revient à ses racines lors de toute crise, menaçant d'amendes et de recours à la force si le pouvoir central n'est pas obéi.

Il y a eu des affrontements entre les gouvernements basque et catalan d'un côté et le gouvernement central espagnol de l'autre, sur la question de quelle autorité décide de questions cruciales comme la fermeture des plus grands secteurs industriels. Le président catalan, Quim Torra, a été publiquement attaqué par les ministres espagnols pour avoir voulu aller plus loin que l'État espagnol en scellant et en fermant complètement la Catalogne.

Les politiciens basques se sont plaints qu'il n'était pas nécessaire de déployer des troupes espagnoles en Euskadi, ce qui est évidemment une question sensible. Les nationalistes de la gauche basque ont accusé le gouvernement espagnol d'avoir introduit le tristement célèbre article 155, qui impose un contrôle central dans les régions, « à la dérobée ». À plus long terme, les antagonismes nationaux sous-jacents éclateront inévitablement à nouveau, même s'ils seront en grande partie contenus pendant cette crise.

Conséquences économiques

Entre 2014 et 2019, 27 171 entreprises ont demandé 36 141 ERTE (fermetures temporaires) qui ont touché 409 548 travailleurs. Presque le même nombre de travailleurs ont été touchés par des ERTE rien qu'en Catalogne et en Andalousie en une semaine !

Selon une première estimation faite par le Centro Predicción Económica (Ceprede) de l'Universidad Autónoma de Madrid pour l'association patronale Cepyme, entre 2 et 2,5 millions de travailleurs pourraient être touchés par un ERTE dans les deux à trois prochains mois. Si cela est vrai, ne serait-ce qu'en partie, les conséquences sociales et économiques seront imprévisibles. Une tempête économique et une réduction du niveau de vie aussi dévastatrices se produiraient au milieu d'un climat politique instable dans lequel les partis traditionnels ont passé des mois à essayer de former un gouvernement de coalition dans une société déjà fortement polarisée.

Il y a 3,2 millions de travailleurs indépendants, dont beaucoup sont de « faux indépendants », par exemple des livreurs et des nettoyeurs mal payés. Déjà, des organisations et des groupes se manifestent pour exiger que le gouvernement annule les loyers des logements et des bureaux tant que durera la crise.

Les travailleurs indépendants faiblement rémunérés sont durement touchés, car les paiements élevés de la sécurité sociale en Espagne ne sont pas annulés, mais seulement suspendus (pour être payés plus tard). Cela pourrait ruiner des milliers de propriétaires de bars et de nombreux autres groupes de travailleurs.

Une campagne de terrain a annoncé que si les loyers ne sont pas annulés pendant la crise, ils organiseront la plus grande grève des loyers jamais vue dans l'histoire espagnole !

Que se passe-t-il ensuite ?

Une lettre signée par 70 scientifiques espagnols a exigé que le gouvernement mette en place un confinement immédiat et total de la population, sans autorisation de travail et d'autres activités, pour essayer d'éviter l'effondrement total du système de santé en Espagne en raison de l'épidémie de coronavirus, qui, selon eux, se produira, dans les circonstances actuelles, mercredi prochain, le 25 mars.

Les scientifiques ont esquissé trois scénarios possibles :

Scénario 1 : aucune restriction de mobilité. La courbe de contagion s'élève de manière de plus en plus verticale. Cela entraînera inévitablement l'effondrement de la plupart des systèmes de santé régionaux de l'État espagnol.

Scénario 2 : restriction partielle de la mobilité, où la mobilité de la main-d'oeuvre est autorisée à 50 %, ce qui est la situation actuelle en Espagne. La courbe de contagion est beaucoup plus atténuée que dans le premier des scénarios, mais selon le rapport, cela ne suffira pas à la contenir et elle aura tendance à être de plus en plus horizontale.

Scénario 3 : le document montre la courbe de contagion lorsqu'il y a une « restriction totale de la mobilité (aucune mobilité de la main-d'oeuvre n'est autorisée, sauf dans les services essentiels) » et c'est la situation recommandée par les 70 scientifiques qui ont signé le document. C'est le scénario que les travailleurs de Mercedes et d'autres lieux de travail ont tenté de mettre en oeuvre, bien que jusqu'à présent, l'État espagnol ait tenté de maintenir l'industrie manufacturière ouverte, ce qui, comme l'a montré la situation en Italie, est une erreur criminelle aux conséquences mortelles.

Il y aura « un avant et un après » la crise COVID-19 de 2020. Cette crise a mis à nu la situation réelle à laquelle le capitalisme espagnol est confronté. Toutes les vieilles ordures, la corruption et l'avidité des grandes entreprises qu'ils essaient de balayer sous le tapis, ont été révélées aux yeux de millions de personnes. La Liga est annulée et les émissions de télé doivent parler de la crise. Aucune distraction. Des millions de personnes regardent et répondent elles-mêmes aux grandes questions.

Bien sûr, le capitalisme fait passer son point de vue dans les médias et essaie en même temps de faire un peu de business. La production de masques chirurgicaux a augmenté de 8 000 %, malgré les doutes sur leur utilité pour prévenir la propagation du virus.

La centralisation du pouvoir dans l'État espagnol pendant la crise reflète les perspectives de la classe capitaliste. Ils craignent les conséquences économiques et sociales du virus autant qu'ils craignent la solidarité et le pouvoir de la classe ouvrière. Ils utilisent la peur et le contrôle des informations importantes pour préparer le terrain afin que les gens acceptent que la « réalité » du crash économique et de la dépression à venir est en quelque sorte inévitable, comme un mauvais rhume ou même une grippe ! Ils cherchent aussi constamment à rejeter la responsabilité de cette crise sur quelqu'un. Lorsque le virus a commencé à se propager en Alava, la presse a pointé du doigt les Roms de Haro qui avaient assisté de manière « irresponsable » à des funérailles familiales à Vitoria.

La question que cette crise met sur la table est de savoir dans quel type de société nous voulons vivre. Comme la plupart des Européens, le gouvernement espagnol fait peser sur l'individu la responsabilité de rester passivement chez lui et de laisser les autorités et les experts régler tout cela, tout en comptant sur le sacrifice et la solidarité des travailleurs de la santé et des autres travailleurs.

Une pandémie de cette ampleur ne peut être combattue avec succès et à long terme par une société fondée sur l'égoïsme et l'avidité du système de profit. Le fait que les gouvernements aient été contraints par les événements de collectiviser les ressources et, en fait, de nationaliser temporairement des services clés, contre leurs convictions idéologiques, ne passera pas inaperçu dans de larges couches de la société.

L'Union européenne a fait preuve de peu de solidarité concrète avec l'Italie et l'Espagne et a été exposée comme étant plus soucieuse de protéger le système capitaliste que d'apporter une aide pratique réelle. Pourtant, la nécessité d'une véritable solidarité et d'une coopération internationale pour lutter contre le virus COVID-19 est évidente pour tous. Des leçons sont tirées.

Bien sûr, il y a aussi de la peur en ce moment et beaucoup de gens se sentent isolés, mais nous allons affronter cette peur ensemble en tant que classe, en réfléchissant de manière critique et en agissant ensemble collectivement. La classe dirigeante veut paralyser notre capacité à nous organiser contre les difficultés économiques qu'elle estime nécessaire d'imposer pour maintenir son système pourri. Elle ne réussira pas. La roue a déjà commencé à tourner.

Vous trouverez ci-dessous le programme pour lequel SR (ISA/ASI) se bat dans l'État espagnol.

" Les coupes budgétaires dans le secteur de la santé et la privatisation tuent les personnes âgées ! Médicalisez toutes les maisons de repos !

" Nationaliser, sans compensation et sous le contrôle des travailleurs, des résidents et des familles, toutes les maisons de repos privées et mettre immédiatement fin à la gestion privée de celles qui sont propriété publique. Mettons fin au racket et laissons nos personnes âgées vivre dans la dignité !

" Fournir immédiatement des moyens sanitaires d'urgence, tant matériels qu'humains, afin que les maisons de repos ne soient pas des cimetières !

" Après la fin de la crise COVID-19, il devrait y avoir une enquête ouverte et démocratique qui pourrait conduire à la poursuite de tous les patrons et politiciens impliqués dans la privatisation des services sociaux qui ont entraîné la mort de personnes âgées pendant cette crise. Nationalisation sans compensation de tous leurs biens. Utilisation de leurs biens pour combattre le virus et pour les soins de santé des personnes âgées !

" Défense et développement du service de santé publique. Inversion immédiate de toutes les réductions et privatisations, et entrée des hôpitaux, fournisseurs et ressources privés dans le système public. Nationalisation de tous les services sous-traitants privés tels que le nettoyage. Des salaires décents et des contrats pour les nettoyeurs !

" Nationaliser tous les établissements de santé privés pour aider le système public à faire face à la crise. La santé avant le profit !

" Recrutement immédiat du nombre nécessaire de professionnels de la santé pour faire face à la crise.

" Mise à disposition immédiate de toutes les ressources matérielles et des équipements de sécurité nécessaires aux professionnels de la santé et autres travailleurs essentiels.

" Arrêt immédiat de toute activité industrielle non essentielle à la lutte contre la pandémie.

" Nationalisation du secteur pharmaceutique.

" Nationalisation des banques et des multinationales dans le cadre de la « démocratie ouvrière ». Établissement d'un plan de production qui donne la priorité aux droits des personnes et à leur santé.

" Aucune perte d'emplois dues à la crise COVID-19

" Annulation de tous les paiements d'hypothèque et de loyer pendant la durée de la crise pour les travailleurs qui n'ont pas de salaire ou qui ont un salaire réduit

" Annulation de tous les paiements de sécurité sociale pour les travailleurs indépendants et les petites entreprises tels que les propriétaires de bars

" Réduction des prix des produits essentiels qui sont fondamentaux pour la vie quotidienne des familles de travailleurs. Non au profit et à la spéculation !

" Contrôle démocratique des stocks de produits existants afin d'éviter la thésaurisation et de garantir que les magasins disposent de suffisamment de produits alimentaires et sanitaires essentiels pour tous. Mise en place de comités de consommateurs et de travailleurs dans le secteur de la vente au détail pour superviser la distribution équitable des denrées alimentaires et des produits essentiels.